



# **POINT SUR LA MOBILISATION** **AU 5 JUIN EN MOSELLE**



- ✓ **Mardi 3 juin**, après la diffusion du matin devant la gare de Metz, des militants de SUD Trésor et de la CGT se sont rendus devant le Centre Social du Petit Bois où se déroulerait le forum sur la fonction publique organisé par l'Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, en présence d'une dizaine de représentants de la fonction publique : trésorerie générale, Institut régional d'administration, Armée de l'air, Armée de terre, marine nationale, gendarmerie, police, IFSI, bureau d'information sur les carrières de la marine. Ils y ont distribué entre 13h et 14h le tract destiné au public.
- ✓ **Mercredi 4 juin**, des collègues de la TG, des postes de Metz et Montigny, militants syndicalistes ou non, ont diffusé le tract destiné au public sur la plage variable du matin près de la Poste centrale à Metz et sur la plage méridienne colonne Merten à l'entrée de la très commerçante rue Serpenoise. Le matin, la distribution a été en particulier l'occasion de sensibiliser environ 250 personnes et de se retrouver dans l'expression du mécontentement avec des collègues des impôts, de la poste et de l'ANPE.
- ✓ **Jeudi 5 juin**, entre 7h45 et 8h45, place St Louis sur le marché bio et, sur la plage variable méridienne à partir de 11h45, devant la cantine Fabert près de la Préfecture, distribution du tract destiné aux usagers et signature de la pétition "Le service public est notre richesse ! Mobilisons-nous !".

## **Prochains rendez-vous :**

**Vendredi 6 juin**, distribution sur plage variable à partir de 7h30 devant la Cité Administrative de Metz.

## **Lundi 9 juin de 9h à 10h** **ASSEMBLEE GENERALE**

**Cantine de la TG**

sous forme d'HMIS au titre du mois de juin 2008

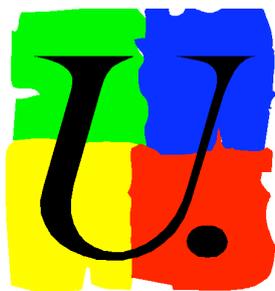
**(TG et postes de Metz & Montigny)**

## **Mardi 10 juin 2008** **TOUS EN GREVE** **MANIFESTATION A PARIS**

**POUR UNE FONCTION PUBLIQUE ET DES SERVICES PUBLICS  
DE PROGRES SOCIAL AU SERVICE DE LA POPULATION**

Pour SUD : 06.81.19.69.29.

Pour CGT : 06.32.07.38.34.



## COMMUNIQUE

# L'heure est plus que jamais à la mobilisation

Le mouvement massif de grève et de manifestations du 15 mai n'a reçu aucune réponse, si ce n'est l'annonce d'une inacceptable remise en cause du droit de grève dans l'éducation et dans la Fonction publique.

Le projet de loi « *relatif à la mobilité et aux parcours professionnels* » est en cours d'examen et doit passer à l'Assemblée Nationale à partir du 11 juin. S'y retrouvent toutes les mesures dont les organisations syndicales ont unanimement demandé le retrait, dispositions lourdes de conséquences pour les personnels, leur statut et le service public. Il en est ainsi notamment de l'extension du recours aux non titulaires, de leur gestion par les agences d'intérim, de la création de la position dite « *de réorientation professionnelle* » véritable antichambre pour de nombreux licenciements, du temps incomplet avec multi-employeurs...

Le gouvernement va présenter de nouvelles mesures issues de la Révision Générale des Politiques publiques.

L'objectif essentiel de la RGPP est de faciliter les suppressions massives de postes dans la Fonction publique (35000 à 40000 emplois par an), en articulation avec les mesures annoncées dans le cadre de la Révision Générale des Politiques publiques. Cette RGPP se met en oeuvre sans débat public, sans que soit posée la question des missions de service public et celle des besoins des usagers et des citoyens sur l'ensemble du territoire. Par exemple, la politique éducative du gouvernement porte atteinte à la capacité du service public d'assurer la réussite de tous les jeunes. Elle traduit le profond désengagement de l'Etat. Elle induit l'affaiblissement, voire la suppression ou la privatisation de missions et de services ainsi que la détérioration des conditions de travail, la mise en cause du statut et l'accroissement de la précarité. La RGPP est bien un outil de casse sans précédent pour l'ensemble de la Fonction Publique.

A cela s'ajoutent les pertes de pouvoir d'achat des personnels et le nouvel écrasement des carrières qui va résulter de la conjugaison du relèvement du SMIC et de l'insuffisante revalorisation du point d'indice. Aucune négociation salariale n'est aujourd'hui engagée en dépit des promesses gouvernementales ; pas plus sur la revalorisation des métiers.

Et le gouvernement prétend imposer à tous sans débat de nouvelles dégradations en matière de retraites. Nos organisations appellent d'ores et déjà à participer aux initiatives unitaires pour une véritable réforme solidaire des retraites.

Pour une Fonction publique et des services publics de progrès social au service de la population, nous exigeons :

- Un véritable débat démocratique sur la réforme de l'Etat et de la Fonction publique en partant des besoins de tous ;
- Un emploi public, stable, statutaire et qualifié, permettant des services publics de qualité accessibles sur l'ensemble du territoire ;
- L'amélioration du statut du fonctionnaire qui garantit la neutralité, l'impartialité et l'indépendance des agents dans l'exercice de leurs missions ;
- Un développement de la mobilité choisie qui s'oppose à la mobilité subie et l'abandon du recours à l'intérim.
- Le retrait du projet de loi dit « *relatif à la mobilité et aux parcours professionnels* » et de celui sur le service minimum d'accueil remettant en cause les conditions d'exercice du droit de grève.
- L'ouverture immédiate de négociations salariales visant à maintenir le pouvoir d'achat de la valeur du point d'indice.

Les organisations signataires soutiennent les luttes et les mouvements en cours dans différents secteurs (éducation, culture, recherche, impôts-trésor, douanes...), notamment les personnels qui ont décidé de poursuivre l'action par la grève reconductible et appellent l'ensemble des agents à amplifier la mobilisation.

Elles décident de faire de la **semaine du 9 au 13 juin**, une semaine d'actions et **du 10 juin** un nouveau temps fort de mobilisation par une puissante journée de grèves et de manifestations.